

Syndicat Mixte du Bassin Versant Arly

Hôtel de Ville - BP2 - 73401 UGINE cedex Tél. 04 79 37 34 99 - contact@riviere-arly.com

COMITE SYNDICAL

Procès-verbal de séance et liste des délibérations

Séance du mardi 18 février 2025 de 18h00 à 19h45 Mairie – salle de conseil municipal - 73400 MARTHOD

Le comité syndical du syndicat mixte du bassin versant de l'Arly, légalement convoqué le onze février deux mille vingt-cinq, s'est réuni le mardi dix-huit février deux mille vingt-cinq à dix-huit heures, en séance publique à la mairie Marthod, salle du conseil municipal.

CONSEILLERS SYNDICAUX:

Nombre de membres en exercice : 21

Quorum administration générale et carte animation : 11

Présents: 13 dont 11 titulaires, 2 suppléants, 1 délégué représenté

Quorum carte GEMAPI: 10

Présents: 12 dont 10 titulaires, 2 suppléants, 1 délégué représenté

DELEGUES TITULAIRES PRESENTS					
Umberto DIMASTROMATTEO	ARLYSERE	François RIEU ARLYSERE			
Bérénice LACOMBE- SPADOTTO	ARLYSERE	Christian FRISON- ROCHE	ARLYSERE		
Ghislaine JOLY	ARLYSERE	Raymond COMBAZ	ARLYSERE		
Frédéric REY	ARLYSERE	Pierre BESSY	CC Pays du Mont Blanc		
Sébastien VIOLI	ARLYSERE	Philippe PRUD'HOMME CC Sources du I			
Christian EXCOFFON	ARLYSERE				
DELEGUES SUPPLEANT	S PRESENTS				
James DUNAND- SAUTHIER	ARLYSERE	Daniel DUPRE ARLYSERE			
DELEGUES REPRESENTES					
Christophe BOUGAULT GROSSET-GRANGE					
DELEGUES EXCUSES					
Françoise VIGUET- CARRIN	ARLYSERE	Christophe BOUGAULT GROSSET-GRANGE	CC Pays du Mont Blanc		

Nathalie MONVIGNIER- MONNET	ARLYSERE	Sébastien SCHERMA	CC Sources du Lac d'Annecy
Patrice CHIROUZE	ARLYSERE	Michel LUCIANI	CC Sources du Lac d'Annecy
Mike ROUSSEAU	ARLYSERE		
DELEGUES ABSENTS			
Raphaël THEVENON	ARLYSERE	Franck PACCARD	CC Vallées de Thônes
Laurent SOCQUET	CC Pays du Mont Blanc	Philippe ROISINE	CC Vallées de Thônes
Jean-Pierre CHATELLARD	CC Pays du Mont Blanc		
AUTRES PRESENTS			
Virginie VERNAZ	Maire Marthod		

Table des matières

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE	4
HOMMAGE A COLETTE GONTHARET	4
APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 03 DECEMBRE 2024	4
MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR - CHANGEMENT DE RAPPORTEUR	4
COMMUNICATIONS / ARRETES ET DECISIONS PRIS EN VERTU DES DELEGATIONS DONNES AU PRESIDENT	4
DECISION N°2025-01 DU 10/01/2025 – GEMAPI – ATTRIBUTION DU MARCHE RELATIF A FOURNITURE ET LA POSE DE REPERES DE CRUES (FA 1.3 PEP PAPI)	DE 4
COMMUNICATIONS / POINT SUR LA TRESORERIE	4
COMMUNICATIONS / PRESENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES DE L'EQUIPE TECHNIQUE	4
ADMINISTRATION GENERALE	5
N°25-01: ADMINISTRATION GENERALE - INSTALLATION D'UN NOUVEAU DELEGUE SYNDICAL N°25-02: ADMINISTRATION GENERALE - RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DU SMBVA A L'ASSOCIATION RIVIERE RHONE-ALPE: AUVERGNE N°25-03: ADMINISTRATION GENERALE - RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DU SMBVA A L'INSTITUT DES RISQUES MAJEURS (IRMA)	5 S 6
RESSOURCES HUMAINES	7
N°25-04: AVENANT A LA CONVENTION D'ADHESION A LA MISSION REFERENT DEONTOLOGUE ELU N°25-05: RECRUTEMENTS D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT – ANNEE 2025 N°25-06: CREATION D'UN POSTE PERMANENT DE TECHNICIEN CATEGORIE B: TECHNICIEN MILIEUX AQUATIQUES, A TEMPS COMPLET	7 8 9
OPERATIONS	10
N°25-08: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTIONS - ETUDE DE FAISABILITE DE RESTAURATION HYDRAULIQUE DU RUISSEAU DU TOUR A MEGEVE N°25-09: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTION - ETUDE DE REDUCTION DES RISQUES D'INONDATIONS DU CENTRE BOURG DE BEAUFORT N°25-10: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTIONS - ETUDE AVANT-PROJET DE RESTAURATION DU NANT PUGIN A UGINE N°25-11: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTIONS - ETUDE AVANT-PROJET DE RESTAURATION DU NANT PUGIN A UGINE N°25-11: GEMAPI — PLAN DE GESTION STRATEGIQUE DES ZONES HUMIDES DE PRAZ-SUR-ARLY: CONVENTION ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE 2025, A LA CONVENTION CADRE DE COOPERATION ENTRE ASTERS-CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) DE HAUTE-SAVOIE, LA COMMUNE DE PRAZ-SUR-ARLY ET LE SMBVA, POUR LA PERIODE 2022-2026 N°25-12: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTIONS — PLAN DE GESTION STRATEGIQUE DES ZONES HUMIDES DE PRAZ-SUR-ARLY — PROGRAMMATION 2025 N°25-13: GEMAPI — PLAN DE GESTION STRATEGIQUE DES ZONES HUMIDES DE MEGEVE: CONVENTION ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE 2025, A LA CONVENTION CADRE DE COOPERATION ENTRE ASTERS-CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) DI HAUTE-SAVOIE, LA COMMUNE DE MEGEVE ET LE SMBVA, POUR LA PERIODE 2024-2027 N°25-14: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTION — PLAN DE GESTION STRATEGIQUE DES ZONES HUMIDES DE MEGEVE, DEMANDE DE SUBVENTION — PROGRAMMATION 2025 N°25-15: GEMAPI — DEMANDE DE SUBVENTION — PLAN DE GESTION DES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES DES COURS D'EA DU BASSIN VERSANT ARLY 2025-2035	15 E 16 E 17
	21
CREATION DE L'EPTB ISERE – ETABLISSEMENT PUBLIQUE TERRITORIAL DU BASSIN VERSANT DE L'ISERE LANCEMENT DE LA DEMARCHE – RESSOURCES EN EAU	21 21 22 23

Virginie Vernaz, maire de Marthod accueille les membres du Comité syndical et souhaite une bonne séance de travail. Umberto Dimastromatteo la remercie, et le guorum étant atteint, ouvre la séance.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Bérénice Lacombe est désignée secrétaire de séance.

HOMMAGE A COLETTE GONTHARET

Un hommage est rendu à Colette Gontharet, décédée fin décembre, déléguée syndicale depuis 2014. Une minute de silence est observée.

Hubert Dimastromatteo témoigne de l'engagement de Colette au service de l'intérêt général, de son assiduité aux réunions du SMBVA et de sa curiosité sur les sujets abordés.

Colette avait installé le premier comité syndicat du présent mandat.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 03 DECEMBRE 2024

Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR - CHANGEMENT DE RAPPORTEUR

Les délibérations n°25-11 portant sur le plan de gestion stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly et 25-12 portant sur la demande de subvention plan de gestion stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly et programmation 2025, sont rapportées par Pierre BESSY.

COMMUNICATIONS / Arrêtés et décisions pris en vertu des délégations donnes au Président

Décision n°2025-01 du 10/01/2025 – GEMAPI – Attribution du marché relatif à Fourniture et la pose de repères de crues (FA 1.3 PEP PAPI)

Ce marché est confié à l'entreprise 3DI située 28, rue de l'Europe - ZA de Font Ratel – 38 640 CLAIX. Le montant de la prestation est fixé à 14 200 € HT, soit 17 040 € TTC, pour la tranche ferme et 7 660 € soit 9 192 € TTC pour la tranche optionnelle 1.

COMMUNICATIONS / Point sur la trésorerie

Au 18/02/2025 le montant de la trésorerie s'élève à 398 353 €.

COMMUNICATIONS / Présentation des nouveaux membres de l'équipe technique

Constance Cavalon, chargé d'études ressources en eau en poste depuis octobre 2024 se présente. Bastien Dachet, technicien gestion des milieux aquatiques, qui succède à Marie Combaz, en poste depuis le 11/02/24 se présente.

Les membres du Comité syndical leur souhaitent la bienvenue

ADMINISTRATION GENERALE

N°25-01: Administration générale - installation d'un nouveau délégué syndical

Rapporteur: Umberto DIMASTROMATTEO

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Bassin Versant Arly (SMBVA), **Vu** la délibération n°6 du 6 février 2025 de la CA Arlysère,

Par délibération n°6 en date du 6 février 2025, le Conseil communautaire ARLYSERE a procédé à la désignation d'un nouveau représentant de la communauté d'agglomération au SMBVA. Ainsi Patrice Chirouze succède à Colette Gontharet.

Ainsi, le comité syndical est composé comme suit :

Délégués titulaires Délégués suppléants			elégués suppléants	
Communauté d'agglomération ARLYSERE				
Umberto	DIMASTROMATTEO	Catherine	CLAVEL	
Françoise	VIGUET-CARRIN	Nathalie	MONVIGNIER-MONNET	
Bérénice	LACOMBE-SPADOTTO	Jean-Pierre	JARRE	
Raphaël	THEVENON	Frédéric	JOGUET	
Patrice	CHIROUZE	James	DUNAND-SAUTHIER	
Ghislaine	JOLY	Frédérique	DUC	
Frédéric	REY	Emmanuel	HUGUET	
Sébastien	VIOLI	Catherine	PICQUE	
Christian	EXCOFFON	Christelle	MOLLIER	
François	RIEU	Claude	REVIL BAUDARD	
Christian	FRISON-ROCHE	Bernard	BRAGHINI	
Mike	ROUSSEAU	Daniel	DUPRE	
Raymond	COMBAZ	Edouard	MEUNIER	
	Communauté de Commun	es Pays du Mont E	Blanc	
Christophe	BOUGAULT GROSSET-GRANGE	Catherine	JULLIEN-BRECHES	
Laurent	SOCQUET	Pierrette	MORAND	
Jean-Pierre	CHATELLARD	Jean-Michel	DEROBERT	
Pierre	BESSY	Yann	JACCAZ	
	Communauté de communes	s des Vallées de T	hônes	
Franck	PACCARD	Sébastien	BRIAND	
Philippe	ROISINE	Pierre	BARRUCAND	
	Communauté de Communes de	s Sources du Lac	d'Annecy	
Philippe	PRUD'HOMME	André	BRUNET	
Sébastien	SCHERMA	Michel	LUCIANI	

>>>>>

Les membres du comité syndical en prennent acte.

N°25-02 : Administration générale - Renouvellement de l'adhésion du SMBVA à l'association Rivière Rhône-Alpes Auvergne

Rapporteur: Raymond COMBAZ

L'Association Rivière Rhône Alpes Auvergne (ARRA²) anime depuis 1999 un réseau de professionnels pour échanger, partager les expériences et améliorer les connaissances techniques sur des thématiques liés à la gestion des milieux aquatiques.

En 2021, l'association compte plus de 1 400 membres professionnels intervenant dans la gestion des milieux aquatiques : conseils départementaux, administrations et établissements publics, syndicats de rivière, bureaux d'études, universités et centres de recherche, associations...

Le SMBVA adhère en tant que structure morale depuis 2013.

L'adhésion à l'Association Rivière Rhône Alpes Auvergne permet aux élus et techniciens du SMBVA :

- d'être informé des activités du réseau, notamment des journées et sorties de terrains, d'en bénéficier de façon prioritaire,
- de bénéficier de tarifs préférentiels pour les journées techniques d'informations et formations, manifestations organisées par l'association ou par ses partenaires.
- d'accéder à l'espace membre sur https://www.arraa.org et à l'ensemble des documents produits par l'ARRA² (actes des journées techniques et diaporamas).

Le coût annuel de l'adhésion du SMBVA pour l'année 2025 est de 350 € TTC sur la base de 4 agents adhérents.

>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical, décide :

- d'approuver le renouvellement de l'adhésion annuelle du SMBVA à l'Association Rivière Rhône Alpes Auvergne,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-03 : Administration générale - Renouvellement de l'adhésion du SMBVA à l'institut des risques majeurs (IRMa)

Rapporteur: Raymond COMBAZ

L'institut des risques majeurs (IRMa) a été créé en 1988. Ses objectifs sont de promouvoir des actions d'information, de prévention et de sensibilisation aux risques majeurs.

Le conseil d'administration de l'IRMa est composé de collectivités territoriales, industriels, associations de protection de l'environnement, organismes de presse et d'information... L'IRMa a un réseau de compétences reconnues au niveau national.

Les missions du centre de ressources sont de :

- Sensibiliser et informer la population de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur les risques majeurs
- Former et conseiller les décideurs locaux dans l'exercice de leurs missions de prévention
- Eduquer et former la communauté scolaire
- Favoriser les échanges d'expérience en matière de gestion des risques et de catastrophe (REX) et les faire partager.

En 2024, l'association compte 300 adhérents (collectivités territoriales, intercommunalités, syndicats de rivières, entreprises, associations, établissements publics et centres de recherches universitaires). Le SMBVA a adhéré en 2024.

L'adhésion donne accès aux services suivants :

- La newsletter « Risques Hebdo »
- Kit adhérent, exemples de PCS, DICRIM, films pour sensibilisation
- Journées techniques gratuites
- Revue « Risques Infos »
- Utilisation de leur photothèque et vidéothèque
- Tarif préférentiel pour les formations : PCS, exercice, cartographie opérationnelle, gestion de crise, média training
- Veille téléphonique : conseil et assistance technique

Le coût annuel de l'adhésion du SMBVA pour l'année 2025 est de 370 €.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical, décide :

- d'approuver l'adhésion annuelle du SMBVA à l'institut des risques majeurs
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

En complément, Umberto Dimastromatteo indique que le SMBVA ne reconduira pas son adhésion à l'association France Digues en 2025, compte tenu de la finalisation du travail de régularisation du système d'endiguement sur le bassin versant Arly, du faible nombre d'ouvrages concerné et des évolutions des orientations de travail du SMBVA.

L'adhésion à ces associations techniques permet de bénéficier d'une veille réglementaire, de nombreux retours d'expériences et permet aussi de développer le réseau de partenaires.

RESSOURCES HUMAINES

N°25-04 : Avenant à la convention d'adhésion à la mission référent déontologue élu

Rapporteur: Bérénice LACOMBE-SPADOTTO

Vu le Code Général de la Fonction publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022,

Vu la délibération 23-42 du 20 juin 2023 et la convention d'adhésion à la mission référent déontologue élu signée en date du 5 juillet 2023 avec le CDG73,

Vu le projet d'avenant à la convention d'adhésion à la mission référent déontologue élu,

Il est rappelé que la loi dite « 3DS » du 21 février 2022 a complété l'article L1111-1-1 du code général des collectivités territoriales qui précise que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local prévue au même article.

Depuis le 1^{er} juin 2023, toute collectivité territoriale, tous groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes ouverts, doit désigner un référent déontologue élu par délibération.

Dans ce cadre, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie a mis en place une mission facultative de référent déontologue élu pour les collectivités et établissements publics de son territoire qui le souhaitent, mutualisée avec le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon.

Le Centre de gestion de la Savoie a par conséquent désigné en qualité de référent déontologue élu celui du CDG69.

Le SMBVA a adhéré à cette mission de référent déontologue élu par convention signée le 29 juin 2023.

Compte tenu de l'adhésion massive des collectivités et établissements publics à ce service qui a permis de couvrir les frais de gestion, le conseil d'administration du CDG73 a décidé de supprimer la participation forfaitaire annuelle de 10 € par élu, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Seul subsiste le coût du dossier facturé au CDG73 par le CDG69 en cas de saisine d'un élu, soit 96 € par consultation.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical décide :

- D'approuver l'avenant à la convention d'adhésion à la mission de référent déontologue élu, actant la suppression de la participation forfaitaire annuelle;
- D'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer cet avenant et tout acte afférent à ce dossier.

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-05 : Recrutements d'agents contractuels de remplacement – année 2025

Rapporteur: Bérénice LACOMBE-SPADOTTO

Vu le Code Général des collectivités territoriales.

Vu le Code Général de la Fonction publique et son article L.332-6,

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles,

Pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison de diverses absences ou congés énumérés à l'article L.332-13 du Code général de la fonction publique.

Les contrats établis sur le fondement de cet article L.332-13 sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Le Président sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical décide :

- d'approuver le remplacement des agents indisponibles,

- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article L.332-6 du code général de la fonction publique pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-06 : Création d'un poste permanent de technicien catégorie B : technicien milieux aquatiques, à temps complet

Rapporteur: Bérénice LACOMBE-SPADOTTO

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L332-8 à L332-12.

Vu le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Vu le décret n°2022-1201 du 31 août 2022 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale.

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels,

Considérant les besoins des services, il convient de créer un emploi permanent de Technicien gestion des milieux aquatiques à temps complet. Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires titulaires d'un grade du cadre d'emploi des techniciens territoriaux et relève de la catégorie hiérarchique B.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel au vu de l'application de l'article L332-8 du Code général de la Fonction publique. Cet agent sera recruté pour une durée de trois ans compte tenu de la nature des fonctions.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra pas excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

L'agent devra remplir toutes les conditions requises pour être nommé dans un emploi public, et sera intégré dans le cadre d'emplois des techniciens territoriaux, s'il remplit l'ensemble des conditions statutaires. Il sera rémunéré conformément à la grille indiciaire correspondant au grade de technicien territorial ainsi que le régime indemnitaire instauré au sein du SMBVA.

Les missions de l'agent sont détaillées dans la fiche de poste.

Le tableau des effectifs sera mis à jour, les crédits sont prévus au budget.

>>>>>>

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical décide de :

- Créer le poste de technicien milieux aquatiques à temps complet selon les dispositions citées dans la présente délibération ;
- D'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer les pièces afférentes à ce dossier.

OPERATIONS

En préambule de la délibération suivante présentant l'avenant n°1 à la phase d'étude préalable du PAPI, il est proposé de revenir sur le bilan de la première partie de la phase d'études préalable au PAPI, présenté lors du COPIL du 24/01/25 :

bilan mi-parcours de la phase d'études préalable : sur les 40 actions inscrites : 6 terminées, 19 en cours,
 9 non démarrées programmées en 2025 et 6 abandonnées. La présentation détaille les montants engagés.

Pour mémo, la phase d'étude préalable du PAPI a été validée le 24/03/2023, pour une période de 3 ans, soit à l'échéance de mars 2026.

- de proposer un projet d'avenant basé sur les points suivants :
 - Adapter les fiches actions : proposition de création de 3 nouvelles fiches actions, abandon de 6 fiches actions
 - Adapter l'enveloppe financière initiale (+4% soit +62 750 €) compte tenu de l'évolution des prix d'études, des besoins sous évalués.
 - **Prolongation de la durée du PEP jusqu'à avril 2026**, pour permettre d'allonger la période de financement des postes (permettant de déroger au cadre des 4 ans pour le financement des postes à partir de déclaration d'intention du PAPI, faite par le SMBVA le 12 avril 2021).

Les 3 nouvelles fiches actions intégrées au PAPI concernent :

- L'étude de faisabilité de réduction du risque d'inondation du ruisseau du Tour à Megève,
- L'étude avant-projet de restauration du lit du Nant Pugin à Ugine,
- Etude de mise en œuvre d'une ISDI nécessaire à la gestion des matériaux du Bersend à Beaufort.

Vis-à-vis du planning de mise en œuvre, il est proposé que l'équipe commence à travailler dès l'été 2025 à la constitution du dossier de candidature pour le PAPI travaux, afin que celui-ci puisse être validé par les élus avant la fin du présent mandat.

N°25-07: Avenant n°1 à la phase d'études préalable du PAPI Arly

Rapporteur: Umberto DIMASTROMATTEO

Considérant le dossier de la phase d'études préalables au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly, validé par le Préfet de la Savoie en date du 24 mars 2023,

Le SMBVA est engagé dans la phase d'études préalable au Programme d'actions, de prévention des inondations (PAPI) du bassin versant de l'Arly.

Cette phase vise à réaliser un diagnostic du territoire afin d'élaborer une stratégie et définir un programme d'action de prévention et de réduction des risques d'inondation du bassin versant Arly.

La déclaration d'intention de mise en œuvre du PAPI a été déposé par le SMBVA auprès du Préfet, le 12 avril 2021. La phase initiale d'études préalable doit ainsi s'achever le 12 avril 2025.

Le bilan mi-parcours de la phase d'études préalable du PAPI présenté au COPIL du 24/01/2025 montre que sur les 40 actions inscrites : 6 sont terminées, 19 en cours, 9 non démarrées programmées en 2025 et 6 abandonnées.

Il est nécessaire d'adapter le programme d'études pour plusieurs raisons :

- Décalage de la programmation lié à plusieurs facteurs : durée d'instruction de la demande d'intention, marchés infructueux sur les études, manque de données pour certaines études, crues.

- Sous-estimation de certaines études, lors de la rédaction du dossier initial en 2021, compte tenu de l'inflation, de la forte demande d'études sur le marché et le faible nombre de bureaux d'études en capacité d'y répondre.
- Certaines actions ne pourront voir le jour, faute de partenariat, de subventions, ou de la trop forte complexité des projets.
- Enfin, de nouvelles études seraient nécessaires à lancer suite aux crues de 2023 et à de nouveaux besoins du territoire afin d'établir la stratégie globale de prévention des inondations.

Ainsi, il est proposé de déposer un avenant au dossier initial basé sur les points suivants :

- Adaptation des fiches actions : proposition de création de 3 nouvelles fiches actions, abandon de 6 fiches actions
- Adapter l'enveloppe financière initiale (+4% soit 62 750 €) compte tenu de l'évolution des prix d'études et de besoins initiaux sous évalués.
- Prolongation de la durée de la phase d'études préalable jusqu'à avril 2026, pour permettre d'allonger la période de financement des postes (permettant de déroger au cadre des 4 ans pour le financement des postes à partir de déclaration d'intention du PAPI, faite par le SMBVA le 12 avril 2021).

Les 3 nouvelles fiches actions intégrées au PAPI concernent :

- L'étude de faisabilité de réduction du risque d'inondation du ruisseau du Tour à Megève,
- L'étude avant-projet de restauration du lit du Nant Pugin à Ugine,
- Etude de mise en œuvre d'une ISDI nécessaire à la gestion des matériaux du Bersend à Beaufort.

Au niveau du plan de financement, les ajustements des budgets prévisionnels par axes thématiques du PAPI sont les suivants :

Axe du PAPI	Montant initial des actions prévu HT	Montant nécessaire après ajustement HT	Montants de l'avenant à la phase d'études préalable
Axe 0	465 500 €	596 600 €	+ 131 000€
Axe 1	225 000 €	225 000 €	- €
Axe 2	30 000 €	30 000 €	- €
Axe 3	110 000 €	110 000 €	- €
Axe 4	35 000 €	35 000 €	- €
Axe 5	- €	- €	- €
Axe 6	415 000 €	441 650 €	+ 26 650 €
Axe 7	95 000 €	- €	- 95 000 €
Total	1 375 500 €	1 474 483 €	+ 62 750 €

Le Comité de Pilotage du PAPI a donné un avis favorable à cette proposition d'avenant lors de sa présentation du vendredi 24/01/2025.

Les membres du comité syndical partagent leurs inquiétudes, vis-à-vis de la réduction des financements, marqué en 2025, par l'arrêt du Fonds Vert en soutien aux opérations inscrites au PAPI. Et ceci dans la perspective de la phase travaux du PAPI, où les montant à engager seront bien plus importants.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical décide :

- d'approuver l'avenant à la phase d'études préalable du PAPI Arly,
- d'autoriser le Président à signer et à déposer l'avenant auprès des services de la DDT et de la DREAL en charge de l'instruction et du suivi du dossier.
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

N°25-08 : **GEMAPI** – Demande de subventions - étude de faisabilité de restauration hydraulique du ruisseau du Tour à Megève

Rapporteur: Pierre BESSY

Vu le dossier de la phase d'études préalables (PEP) au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly, validé par le Préfet de la Savoie en date du 24 mars 2023,

Vu la délibération 25-07 du 18 février 2025 validant l'avenant n°1 de la phase d'études préalable au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly ;

Considérant la vulnérabilité du hameau du Tour face au risque de lave torrentielle et les précédentes crues.

La dynamique torrentielle du ruisseau du Tour (ou Perchets) peut engendrer la formation de laves torrentielles de fortes ampleurs comme en 2023 où une vague de boue a traversé le hameau suite à un glissement de terrain en amont. De nombreux aménagements engendrent des dysfonctionnements sur ce torrent (buses mal calibrées et mal situées, torrent dévié...).

Une étude de réduction des risques d'inondations avec propositions d'aménagements visant à diminuer la vulnérabilité du site est ainsi nécessaire. L'objectif de cette mission est de réaliser une étude au stade faisabilité.

Cette étude doit permettre de définir :

Phase 1 : Etude hydraulique et morphologique du Nant du Tour (diagnostic)

- L'amélioration de la connaissance de l'aléa.
- La réduction de la vulnérabilité des enjeux.
- La protection des biens et des personnes.

Phase 2 : Définition de scénarios de gestion et d'aménagements du ruisseau dans la traversée du hameau

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES		Montant TTC
Etude de faisabilité		24 000 €
	Total	24 000€
RECETTES		
Etat - FPRNM	50 %	12 000 €
CD 74	20 %	4 800 €
SMBVA- autofinancement	30 %	7 200 €
	Total	24 000€

François Rieu, interroge sur les plans de financement de cette délibération et des suivantes, proposés en TTC. Il est indiqué que le SMBVA rencontre des difficultés à la récupération du FCTVA, malgré les déclarations faites. Un point sera prochainement organisé avec le service concerné de la Trésorerie.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- de solliciter les subventions auprès de l'Etat au titre du fonds de prévention des risques naturel majeurs et du fonds vert, du Département de la Haute-Savoie, ou tout autre partenaire financier aux taux les plus élevés possibles,
- de solliciter auprès des partenaires financiers, une autorisation de démarrage anticipée,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

N°25-09 : **GEMAPI** – Demande de subvention - Etude de réduction des risques d'inondations du centre bourg de Beaufort

Rapporteur: Raymond COMBAZ

Vu le dossier de la phase d'études préalables (PEP) au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly, validé par le Préfet de la Savoie en date du 24 mars 2023,

Vu la délibération 25-07 du 18 février 2025 validant l'avenant n°1 de la phase d'études préalable au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly ;

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 6.09 du programme d'études préalable au PAPI portant sur l'étude de faisabilité de réduction des risques d'inondation sur le centre de Beaufort, le contexte de l'opération est rappelé.

Le centre bourg de Beaufort-sur-Doron est traversé par le Doron de Beaufort et par 3 affluents drainant le versant sud de la montagne d'Outray. Le débordement de ces cours d'eau peut engendrer des dégâts dans le chef-lieu. Par ailleurs, les autres affluents principaux du Doron (l'Argentine et le Dorinet) présentent également des risques d'inondations, de nombreux enjeux se situent dans le lit majeur de ces cours d'eau (centre de Beaufort, crèche, collège, en rive droite de l'Argentine, camping de Domelins, zone d'activité en rive gauche du Dorinet), comme le montre les études existantes (PPRN, Etude des débordements 2018).

L'étude à réaliser vise à mettre en œuvre des actions de diminution de la vulnérabilité dans cette zone.

L'étude en se basant sur les études actuelles et en cours (PPRi, AZI) proposera une analyse des points noirs hydrauliques et du fonctionnement des ouvrages de protection existants puis proposera des scénarios d'amélioration des écoulements pour limiter les impacts sur les enjeux.

Les actions proposées pourront être d'ordres structurantes (création de grilles pour les embâcles, plage de dépôt, confortement de digues existantes) ou spécifiques (dispositifs d'alertes, protections individuelles du bâti).

Le plan de financement prévisionnel réactualisé est le suivant :

DEPENSES		Montant TTC
Etude de faisabilité de réduction des aléas dans le centre de Beaufort		18 000 €
	Total	18 000€
RECETTES		
Etat -BOP 181- FPRNM	50 %	9 000 €
SMBVA - autofinancement	50 %	9 000 €
	Total	18 000€

Raymond Combaz précise que certaines caves du centre bourg de Beaufort était fréquemment inondées avant les années 1960, période de construction des barrages.

>>>>>>

Le comité syndical, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- de solliciter les subventions auprès de l'Etat au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), du Département de la Savoie, ou tout autre partenaire financier aux taux les plus élevés possibles,
- de solliciter auprès des partenaires financiers, une autorisation de démarrage anticipée,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

N°25-10 : GEMAPI – Demande de subventions - Etude avant-projet de restauration du Nant Pugin à Ugine

Rapporteur : François RIEU

Vu le dossier de la phase d'études préalables (PEP) au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly, validé par le Préfet de la Savoie en date du 24 mars 2023,

Vu la délibération 25-07 du 18 février 2025 validant l'avenant n°1 de la phase d'études préalable au programme d'action de prévention des inondations (PAPI) Arly ;

Le Nant Pugin a été fortement aménagé durant les années 1950-1970. L'urbanisation a engendré une artificialisation du lit et une diminution de son gabarit. Ces aménagements ont entrainé une forte incision du lit entre les 2 ponts de l'avenue Pringolliet et en aval de la plage de dépôt des Réchets.

Le plan de gestion réalisé en 2024, propose de restaurer le profil d'équilibre du torrent par la restauration des seuils de correction torrentielle emportés par les crues et par la recharge sédimentaire des secteurs en déficit. De plus, la forte incision du torrent a engendré une déstructuration des ouvrages latéraux très fortement affouillés aujourd'hui.

L'objectif est ainsi de réaliser une mission avant-projet de restauration du profil en long du torrent se basant sur les résultats de l'étude de faisabilité. Cette étude sera précédée d'un diagnostic géotechnique visant à proposer les mesures adaptées de consolidation des ouvrages latéraux affouillés. Enfin, cette étude définira les modalités de reprise des seuils affouillés et emportés à l'aval de la plage de dépôt des Réchets.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES		Montant TTC
Réalisation d'une étude avant-projet de restauration du Nant Pugin		24 000 €
	Total	24 000€
RECETTES		
Etat -BOP 181- FPRNM	50 %	12 000 €
SMBVA - autofinancement	50 %	12 000 €
	Total	24 000€

>>>>>>

Le comité syndical, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- de solliciter les subventions auprès de l'Etat au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), du Fonds Vert, du Département de la Savoie, ou tout autre partenaire financier aux taux les plus élevés possibles,
- de solliciter auprès des partenaires financiers, une autorisation de démarrage anticipée,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

N°25-11 : **GEMAPI** - Plan de gestion stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly : convention annexe technique et financière 2025, à la convention cadre de coopération entre Asters-Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de Haute-Savoie, la commune de Praz-sur-Arly et le SMBVA, pour la période 2022-2026

Rapporteur: Pierre BESSY

Vu la délibération n° 12-19 du 12 avril 2022, relative à la mise en œuvre du plan d'action stratégique en faveur des zones humides de la commune de Praz-sur-Arly pour la période 2022-2026,

Le plan de gestion stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly est mis en œuvre dans le cadre de la convention cadre qui fixe les modalités de participation de Asters-CEN Haute-Savoie, de la commune de Praz-sur-Arly et du SMBVA.

Objet de la présente délibération, la convention annexe technique et financière 2025 définit :

- La programmation technique à mettre en œuvre, conformément à l'article 3 de la convention cadre ;
- Les conditions de versement des indemnités à Asters-CEN74, conformément à l'article 8 de la convention cadre.

La programmation technique est la suivante :

OBJET	Nombre de jours d'animation Asters - CEN74	Montant TTC
Planification de la gestion	13	8 450 €
Mise en œuvre de la gestion	12	7 800 €
Intervention ponctuelle sur d'autres ZH	2	1 300 €
TOTAL	27	17 550€

Le montant prévisionnel des contributions financières du SMBVA auprès de Asters-CEN74 pour l'année 2025 est de 17 550 € TTC (27 jours) à charge du SMBVA.

La convention annexe technique et financière 2025 est jointe à la présente délibération.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- d'approuver la convention annexe technique et financière 2025 de partenariat Asters-Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de Haute-Savoie, commune de Praz-sur-Arly et le SMBVA relative à la mise en œuvre du plan d'action stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly, annexée à la présente délibération,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-12 : Demande de subventions - Plan de gestion stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly - programmation 2025

Rapporteur: Pierre BESSY

Vu la délibération 12-19 du 12 avril 2022, GEMAPI - Mise en œuvre du plan d'action stratégique en faveur des zones humides sur la commune de Praz-sur-Arly sur la période 2022-2026.

Vu la délibération 25-11 du 18/02/25 portant sur le plan de gestion stratégique des zones humides de Praz-sur-Arly : convention annexe technique et financière 2025, à la convention cadre de coopération entre Asters-Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de Haute-Savoie, la commune de Praz-sur-Arly et le SMBVA, pour la période 2022-2026

Le plan d'action stratégique en faveur des zones humides de Praz-sur-Arly (2022-2026), définit les orientations de gestion des zones humides présentes sur la commune de Praz-sur-Arly, tout en conciliant cette gestion avec les activités économiques et enjeux de développement du territoire.

Les maîtrises d'ouvrage de cette opération sont réparties entre :

- Le SMBVA compétent pour les actions de restauration de zones humides des zones à enjeux inscrites dans le plan d'action stratégique,
- La commune de Praz-sur-Arly compétente pour les actions d'animation / communication inscrites au plan d'actions stratégique zones humides

Le réseau de zones humides de Praz-sur-Arly est identifié comme territoire à enjeux par le SMBVA, car abritant un important réseau de zones humides en tête de bassin versant.

Ce réseau de zones humides est identifié dans le Contrat de Territoire Espaces Naturels Sensibles (CTENS) au titre des espaces à restaurer, à préserver et à valoriser.

Le plan de financement des actions prévisionnel pour 2025 est le suivant :

Opération	Montant	Budget	Département Haute- Savoie	Agence de l'eau RMC	Maître d'ouvrage SMBVA
Mise en œuvre du plan de gestion stratégique des zones humides 2025	17 550 €	lnv.	30 %	- %	70 %
TOTAL	17 550€ HT		5 265 €	-	12 285 €

Les crédits sont inscrits au budget.

>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- de solliciter les subventions auprès du Département de la Haute-Savoie, de l'Agence de l'eau ou tout autre partenaire financier aux taux les plus élevés possibles,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-13 : GEMAPI - Plan de gestion stratégique des zones humides de Megève : convention annexe technique et financière 2025, à la convention cadre de coopération entre Asters-Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de Haute-Savoie, la commune de Megève et le SMBVA, pour la période 2024-2027

Rapporteur: Pierre BESSY

Vu la délibération n°24-14 portant sur la convention cadre de coopération entre Asters-CEN Haute-Savoie, la commune de Megève et le SMBVA, relative au plan de gestion stratégique des zones humides de Megève pour la période 2024-2027,

Le plan de gestion stratégique des zones humides de Megève est mis en œuvre dans le cadre de la convention cadre. Il fixe les modalités de participation d'Aster-CEN Haute-Savoie, de la commune de Megève et du SMBVA pour la période 2024-2027.

Il est rappelé que les maîtrises d'ouvrage de ce plan de gestion sont réparties entre :

- Le SMBVA compétent en ce qui concerne les actions de restauration de zones humides des zones à enjeux inscrites dans le plan d'action stratégique,
- La commune de Megève compétente pour les actions d'animation / communication inscrites au plan d'actions stratégique zones humides.

Objet de la présente délibération, la convention annexe technique et financière 2025 définit :

- Les actions à mettre en œuvre, conformément à l'article 3 de la convention cadre ;
- Les conditions de versement des indemnités au CEN74, conformément à l'article 8 de la convention cadre.

La programmation technique est la suivante :

OBJET	Nombre de jours d'animation Asters - CEN74	Montant TTC
Prospection des zones humides de nouveaux secteurs	6	3 900 €
Priorisation des sites pour déploiement des diagnostics faune/flore avant travaux	19	12 350 €
Mise en œuvre de la notice de gestion : Lady nord	10.5	6 825 €
TOTAL	35.5	23 075 €

Le montant prévisionnel des contributions financières du SMBVA auprès d'Asters-CEN74 pour l'année 2025 est de 23 075 € TTC.

Le projet de convention annexe technique et financière 2025 est joint à la présente délibération.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- d'approuver la convention annexe technique et financière 2025 de partenariat avec Asters-Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de Haute-Savoie, le SMBVA et la commune de Megève,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-14 : **GEMAPI** – Demande de subvention - Plan de gestion stratégique des zones humides de Megève, demande de subvention - programmation 2025

Rapporteur: Pierre BESSY

Vu la délibération n°24-14 portant sur la convention cadre de coopération entre Asters-CEN Haute-Savoie, la commune de Megève et le SMBVA, relative au plan de gestion stratégique des zones humides de Megève pour la période 2024-2027,

Vu la délibération n°25-13 du 18/02/25, portant sur la convention annexe technique et financière 2025, à la convention cadre de coopération entre Asters-CEN Haute-Savoie, la commune de Megève et le SMBVA pour la période 2024-2027,

Le plan de gestion stratégique des zones humides de Megève a été réalisé en 2023 par le SMBVA en partenariat avec la commune de Megève. Ce plan de gestion vise une mise en œuvre pour la période 2024-2033. Il définit les orientations de gestion des zones humides présentes sur la commune de Megève, tout en conciliant cette gestion avec les activités économiques et enjeux de développement du territoire. Ce plan de gestion vise à améliorer la connaissance, la préservation, la gestion et mise en valeur des zones humides du territoire de la commune de Megève.

Il est rappelé que les maîtrises d'ouvrage des actions inscrites dans le plan de gestion sont réparties entre :

- Le SMBVA compétent en ce qui concerne les actions de restauration de zones humides des zones à enjeux inscrites dans le plan d'action stratégique,
- La commune de Megève qui reste compétente pour les actions d'animation / communication inscrites au plan d'actions stratégique zones humides

Le réseau de zones humides de Megève est identifié comme territoire à enjeux par le SMBVA, car abritant un important réseau de zones humides en tête de bassin versant.

Ce réseau de zones humides est identifié dans le Contrat de Territoire Espaces Naturels Sensibles (CTENS) au titre des espaces à restaurer, à préserver et à valoriser.

Le plan de financement prévisionnel des actions pour 2025 est le suivant :

Opération	Montant	Budget	Département Haute- Savoie	Agence de l'eau RMC	Maître d'ouvrage SMBVA
Mise en œuvre du plan de gestion stratégique des zones humides - 2025	23 075 €	Inv.	30 %	-	70 %
TOTAL	23 075 € TTC		6 923 €	-	16 152 €

Les crédits sont inscrits au budget.

Ces 4 délibérations concernent l'ensemble de la programmation 2025 du SMBVA du volet zones humides. Pierre Bessy souligne :

- Le rôle important des zones humides du territoire, notamment en tête de bassin versant, dans la rétention des eaux et la prévention des risques d'inondations,
- l'intérêt de ces plans d'actions zones humides, qui permettent notamment de réaliser des actions de conciliation des usages, notamment au bénéfice des agriculteurs, avec de l'aides aux pratiques et aux aménagements (abreuvoirs déportés, ...).

Cette démarche initiée à Praz-sur-Arly, puis développé à Megève, montre l'intérêt de la préservation des zones humides et des usages du territoires, cette réflexion est à poursuivre sur le territoire.

>>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement.
- de solliciter les subventions auprès du Département de la Haute-Savoie, de l'Agence de l'eau ou tout autre partenaire financier aux taux les plus élevés possibles,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

N°25-15 : Demande de subvention - plan de gestion des espèces exotiques envahissantes des cours d'eau du bassin versant Arly 2025-2035

Rapporteur: Raymond COMBAZ

Considérant l'échéance de la stratégie de lutte contre la propagation des espèces exotiques envahissantes du bassin versant Arly établie en 2011, mise en œuvre dans le cadre du contrat de rivière Arly entre 2012 et 2018, puis réactualisé dans la programmation pluriannuelle et DIG d'entretien des cours d'eau, pour la période 2019-2024.

Il est proposé de réaliser un nouveau plan de gestion des espèces invasives des principaux cours d'eau du bassin versant Arly.

Il est rappelé que les espèces exotiques envahissantes sont reconnues par la Convention sur la diversité biologique comme la quatrième cause de l'appauvrissement de la biodiversité mondiale. Elles sont favorisées par les perturbations et les activités anthropiques (dégradation environnementale, commerce international, changement climatique, etc.). Leur développement affecte les habitats, les espèces et le bon état écologique des milieux.

La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 vise à protéger, restaurer et valoriser la biodiversité et notamment à éviter, réduire, compenser les impacts négatifs de certaines activités humaines sur la biodiversité.

La stratégie nationale du 28 mars 2017 relative aux espèces exotiques envahissantes vise à protéger les écosystèmes marins, dulçaquicoles et terrestres, ainsi que les espèces de faune et de flore vis-à-vis des risques liés aux invasions biologiques. Cette stratégie nationale répond au règlement européen n°1143/2014 et aux enjeux nationaux. Elle incite en ce sens à surveiller les espèces exotiques envahissantes et leurs voies d'introduction et de propagation.

Acteurs locaux, élus, gestionnaires d'espaces naturels et de milieux aquatiques, agriculteurs, sont confrontés aux invasions végétales et manifestent l'urgente nécessité de contrôler ces proliférations.

A l'échelle du bassin versant de l'Arly, plusieurs espèces ont été recensées : Renouée asiatique, Buddléia, Balsamine de l'Himalaya, dont certaines présentent des risques sanitaires : Berce du Caucase, Ambroisies, ...

Afin de réadapter la stratégie de lutte contre la propagation de ces espèces mise en œuvre du bassin versant depuis 2012, pour mobiliser les moyens de façon efficace et raisonnée, il est proposé d'établir un nouveau plan de gestion. Celui-ci aura comme objectifs :

- D'actualiser le diagnostic global, des espèces exotiques envahissantes identifiées, à proximité des cours d'eau principaux,
- De définir la stratégie d'intervention, sur la base d'une gestion intervention raisonnée et adaptée aux enjeux,
- De définir les actions à mettre en œuvre.

En parallèle à la définition de ce plan d'action, il est proposé que le SMBVA mène également les actions suivantes :

- animation et mise en lien du réseau de gestionnaires locaux à l'échelle du bassin versant (EPCI, communes, acteurs locaux) afin de partager la programmation des actions et initiatives (travaux, formations, veille sur nouvelles espèces et actions précoces). Ce travail sera réalisé sur la base, à minima, d'une réunion annuelle.
- Mise en œuvre des actions de communication et de sensibilisation du grand public sur les bonnes pratiques (fiches bonnes pratiques).

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES		Montant TTC
Plan de gestion des espèces exotiques envahissantes des cours d'eau du bassin versant Arly 2025-2035		60 000 €
	Total	60 000€
RECETTES		
Agence de l'eau	50%	30 000 €
Département de la Savoie	30%	18 000 €
Département de la Haute-Savoie	A dét	
SMBVA - autofinancement	20%	12 000 €
	Total	60 000€

François Rieu et Raymond Combaz proposent d'associer à cette démarche les référents communaux espèces invasives.

Plusieurs retours d'expériences (arrachages précoces à Praz-sur-Arly, ramassage post crues en raft sur l'Isère...) sont faits. Il est partagé la nécessité d'adapter les techniques d'interventions en fonction des enjeux.

>>>>>>

Le comité syndical, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- d'approuver l'opération et son plan de financement,
- de solliciter les subventions auprès de l'Agence de l'eau, du Département de la Haute-Savoie, du Département de la Savoie, ou tout autre partenaire financier aux taux les plus élevés possibles,
- de solliciter auprès des partenaires financiers, une autorisation de démarrage anticipée,
- d'autoriser M. le Président, ou à défaut son représentant, à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Délibération transmise au représentant de l'Etat le 25/02/25

N°25-16 : Administration générale – Date et lieu de la prochaine réunion du comité syndical

Rapporteur: Umberto DIMASTROMATTEO

Vu l'article L5711-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article L5211.11 du CGCT;

Considérant que l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

Il est proposé que le prochain Comité Syndical se déroule :

Mardi 22 avril 2025 de 18h à 19h30 Chalet du Marteray Bâtiment communal 106 Chemin des Colatains 73590 SAINT NICOLAS LA CHAPELLE

>>>>>

Après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comité syndical approuve le lieu de réunion du prochain comité syndical.

POINT SUR LES DOSSIERS EN COURS

Contractualisation – projet d'un nouveau contrat Eau & Climat,

Hubert Dimastromatteo fait part d'une réunion avec l'Agence de l'eau pour échanger sur les modalités de coopération et les difficultés rencontrées sur certains dossiers. Cette réunion s'est déroulée le 20/01 dernier.

L'Agence de l'eau a rappelé ne pas être en capacité d'aider tous les projets mais de prioriser les projets permettant de répondre au programme de mesures prioritaires du SDAGE 2022-2027 et au plan de bassin d'adaptation au changement climatique.

L'Agence de l'eau a proposé la mise en place d'un contrat Eau & Climat, d'une durée de 3 ans (+ 1 an de préparation) avec les collectivités locales (EPCI, GEMAPIENS), le territoire peut être le bassin versant, mais peut aussi être modulé sur le territoire d'EPCI. Ce contrat peut intégrer plusieurs maitres d'ouvrages. Ce contrat permet de financer des actions du petit cycle AEP et assainissement) et grand cycle de l'eau (GEMAPI).

L'avantage présenté est de fiabiliser les aides et d'apporter des compléments sur certaines thématiques où le territoire n'est pas prioritaire.

La mise en place d'un contrat de ce type nécessite de lancer une démarche d'animation territoriale, avec un probable recrutement nécessaire.

Pour le SMBVA, un premier recensement des actions à inscrire permettrait d'aider les actions du volet ressources en eau, de la restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau programme en cours de mise en œuvre et de la restauration des zones humides.

Il est précisé que les communes de Megève et Praz-sur-Arly compétentes dans le domaine de l'eau potable et assainissement (via SIVU) doivent aussi être mises dans la boucle. Une réunion similaire s'est déroulée sur le territoire de la CCPMB avec le SM3A.

Pierre Bessy confirme que la commune de Praz-sur-Arly souhaite s'engager sur cette démarche.

François Rieu souligne que les actions du petit cycle de l'eau sont finançables à conditions d'avoir un schéma directeur de moins de 10 ans, ce qui risque d'être un frein pour certaines collectivités. Les conditions d'éligibilités sont à éclaircir.

Il est proposé aux membres du comité de poursuivre la mise en place d'un contrat Eau & Climat. Dans ce cadre, le SMBVA se charge de sonder toutes les collectivités qui seraient parties prenantes. Un état des lieux sera présenté au prochain comité syndical.

Création de l'EPTB Isère – établissement publique territorial du bassin versant de l'Isère

Hubert Dimastromatteo indique que l'EPTB Isère a officiellement été créée au 01/01/2025.

Il est composé de 15 membres dont les départements de la Savoie, de l'Isère, des Hautes-Alpes et de la Drôme, ainsi que des syndicats GEMAPIENS (ou EPCI ayant la compétence) couvrant le bassin versant de l'Isère. La Présidente est Annick Cressens (CD73) (présidence alternée annuellement entre le CD73 et 38). Hubert Dimastromatteo est membre du bureau.

Il est rappelé que cet EPTB a pour objet :

- de faciliter, à l'échelle du bassin versant de l'Isère et en complémentarité de chacun de ses membres, sans chercher à se substituer à eux pour ce qu'ils sont en capacité de prendre en charge à leur niveau, la prévention des inondations, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides;
- de s'assurer de la cohérence des actions de ses membres sur tous sujets concourant à la gestion du grand cycle de l'eau, à l'échelle du bassin versant de l'Isère, par son rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil;

- d'être une structure de coordination, de dialogue et d'échanges entre ses membres sur les enjeux de la gestion de l'eau concernant l'ensemble du bassin versant de l'Isère ;
- de contribuer à faire émerger une stratégie globale à l'échelle du bassin versant de l'Isère;
- de réaliser ou faire réaliser des études générales d'intérêt global, à l'échelle du bassin versant de l'Isère,
- de représenter ses membres auprès de l'ensemble des acteurs agissant sur le grand cycle de l'eau, notamment l'État, ses établissements publics et les titulaires d'une concession pour l'utilisation de l'énergie hydraulique, dans les débats portant sur les enjeux de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant.

L'EPTB travaille actuellement à la structuration de son équipe et au premier axe dédié au volet ressources en eau.

Lancement de la démarche – ressources en eau

Constance Cavalon, chargée d'études ressources en eau présente la démarche.

Compte tenu des sécheresses des dernières années qui n'ont pas épargnées le territoire, des demandes récurrentes des usagers, des constats locaux de difficultés liées à la gestion de la ressource.

Le SMBVA s'est engagé en 2024 à la structuration d'une démarche en faveur de la gestion concertée des ressources en eau. Ce travail a été lancé en octobre 2024, avec la prise de poste de Constance Cavalon, qui a réalisé un travail de prise de contacts, mise en réseau et de bibliographie.

La démarche proposée se structure de la façon suivante :

STRUCTURATION DE LA DEMARCHE le 1er trimestre 2025,

- o réunions de travail interservices, par territoire d'EPCI (CCPMB le 24/02, CCSLA le 25/02, ARLYSERE le 27/02, CCVT le 04/03),
- o installation d'un COPIL pour assurer le suivi de la démarche, regroupant les services de l'Etat, usagers et collectivités territoriales fréquence de réunion semestrielle.

- MISE EN OEUVRE DES CHANTIERS THEMATIQUES le 2ème et 3ème trimestre 2025

Ces chantiers seront développés avec les acteurs concernés, ils permettront de traiter le sujet progressivement. Les principaux thèmes sont : analyse des usages / prélèvements par sous bassin versant, connaissance des besoins des milieux aquatiques, amélioration de la connaissance des ressources / réseaux de suivi.

Ces actions seront soit réalisées en interne, soit externalisées.

Cette démarche volontariste du territoire s'inscrit dans le cadre du Plan Eau annoncé par le Président de la République en 2023, qui fixe un objectif global de réduction de 10 % des eaux prélevées d'ici 2030 et s'appuie sur une série de mesures concrètes. Ces mesures sont au cœur du nouveau Plan d'adaptation au changement climatique du bassin Rhône-Méditerranée porté par l'Agence de l'eau.

Frédéric Rey propose que ce travail soit réalisé avec une logique territoriale par sous-bassin versant, compte tenu des suages différents et interroge sur la prise en compte des sources privées.

Raymond Combaz alerte sur les difficultés liées au classement en rouge des communes alors que leurs ressources en AEP sont abondantes.

Christian Excoffon précise en effet, que le service eau et assainissement de la CA ARLYSERE travaille actuellement sur la réalisation des schémas directeurs eau potable. Dans ce cadre, les ressources en eau sont mises en regard des projections de développement des PLU, ceci en intégrant la doctrine du Département de la Savoie (réduction de 20% des ressources liée au changement climatique et remplissage à 100% des lits).

Cet état des lieux permettra aux élus de réajuster les projections de développement et de définir les actions à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Date des prochaines réunions

- Comité syndical: mardi 22 avril 2025 18h à 19h30 St-Nicolas-la-Chapelle Chalet du Marteray en présentiel
- Bureau syndical : 27 mai 2025 18h à 19h30 visio et présentiel Ugine
- Comité syndical : 24 juin 2025 18h à 19h30 Présentiel lieu à déterminer

Aucune autre question n'étant posée, la séance est levée à 19h45.

A Ugine, le 25/02/2025

Bérénice LACOMBE

Secrétaire de séance

Umberto DIMASTROMATTEO

Président du Syndicat Mixte du Bassin Versant Arly,